

L'Action Jeunesse pour la Démocratie (AJD), une structure estudiantine de l'Université d'Etat d'Haiti (UEH) estime que le gouvernement provisoire, né de l'accord du 6 janvier 2016, ne pourra pas mettre en application, en seulement 120 jours, les différents points de ce dit accord paraphé par l'ex président Michel Martelly et le pouvoir législatif

.

Pour le coordonnateur de l'AJD, Jeanty Manis, l'administration de Jocelerme Privert ne pourra avoir comme seule mission d'organiser les élections dans le pays car, selon lui, la crise est beaucoup plus complexe.

Ce gouvernement doit également, dit-il, prendre des mesures concrètes pour améliorer les conditions de vies des couches les plus vulnérables qui étaient les principales victimes du régime Tèt Kale.

L'AJD plaide en faveur de la mise en place d'un gouvernement de consensus accepté par tous les acteurs, la création d'une commission d'enquête indépendante de vérification des élections du 9 août et du 25 octobre 2015.

Haiti-politique: Des étudiants optent pour une transition d'un an

Écrit par WJL/HPN

Mercredi, 17 Février 2016 19:21

Cette association d'étudiants exige également une série d'audits sur la gestion de l'administration de l'ancien président Michel Martelly, de l'ex Premier ministre Laurent Lamothe, de l'actuel du gouvernement démissionnaire Evans Paul, et du CEP de Pierre Louis Opont.